



Bulletin mensuel des observations des expulsions menées par Human Rights Observers à Grande- Synthe, Nord - Septembre 2021

Depuis 2017, le projet HRO a pour mission d'observer et de documenter quotidiennement les violences d'Etat perpétrées à l'encontre des personnes en situation d'exil à la frontière Franco-britannique *.

Chiffres concernant les expulsions quotidiennes des lieux de vie informels :

	Au moins 4 expulsions de lieux de vie informels		Au moins 566 tentes saisies
	Au moins 5 poussettes saisies		Au moins 13 gilets de sauvetage saisis
	Au moins 5 sacs à dos saisis		Au moins 104 sacs de couchage et couvertures saisis
	Au moins 8 matelas saisis		Au moins 5 meubles saisis
	Au moins 36 mineur.e.s isolé.e.s rencontré.e.s **		

La stratégie politique consistant à éviter les "points de fixation" a conduit à des expulsions de plus en plus fréquentes à Grande-Synthe. Certaines options d'hébergement, avec des bus, sont forcées, ceux qui résistent sont souvent arrêtés par la police aux frontières. Au cours de ces opérations, tous les abris, biens de premières nécessités et affaires personnelles sont alors détruits et/ ou saisis. Ces opérations d'épuisement sont accompagnées de contrôles d'identité souvent abusifs (Cour de cassation, 25 avril 1985, n° de pourvoi 84-92916) et donnent lieu à des arrestations puis placements en rétention administrative alors illégaux. Ces contrôles d'identité et arrestations arbitraires sont quotidiens, même en dehors du contexte des expulsions.



HRO a observé une augmentation des opérations de démantèlement à grande échelle depuis le 10 juillet 2020, parallèlement à la nomination de Gerald Darmanin au poste de Ministre de l'Intérieur.

Le 23/09, les observateurs HRO ont documenté une opération de démantèlement à grande échelle. Toutes les tentes, le mobilier et les vivres ont été saisis et détruits : ce jour-là, plus de 500 tentes ont été détruites. Les représentants des forces de l'ordre présents pour "garantir le bon déroulement de l'opération d'expulsion" ont contribué à faire monter la tension. En effet, un cordon de CRS s'est formé et ces derniers ont avancé agressivement alors que des effets personnels et des personnes se trouvaient devant eux. Les effets personnels ont été écrasés et les personnes ont été contraintes de reculer, sans traducteur pour leur expliquer la situation. L'un des conducteurs de pelleteuses visant à détruire les abris était très dangereux en conduisant de manière inappropriée vers les personnes déplacées. Cette expulsion à grande échelle s'est suivie d'un déplacement forcé sur plusieurs centaines de mètres, par des CRS armés de LBD.

Harcèlement des observateur.ice.s HRO :



14 tentatives d'intimidation :

Les observateurs de HRO ont été soumis à des contrôles d'identité arbitraires à 12 reprises ; le 09/09, un officier de police a menacé les observateur.ice.s et a été violent physiquement et verbalement envers ces dernier.e.s ; le 23/09, lors d'un déplacement forcé d'exilés, un officier a menacé un observateur en lui disant : "Vous ne bougez pas, si il y a un problème j'ai ton identité" ; le même jour, un officier a dit à son collègue posté au niveau du périmètre bloquant les observateur.ice.s : "si elles sont que deux et pas chiantes laisse les passer".

* Nos données se basent sur nos observations et ne sont donc pas exhaustives.

**Le nombre de signalements effectués est au deçà du nombre réel de mineur.e.s isolé.e.s qui étaient en situation de rue et de danger sur le territoire Grand- Synthois au mois de septembre. Sur ce territoire, aucune association non mandatée n'a d'activité spécifique ciblant les MIE, contrairement à Calais, et se trouve en capacité d'effectuer ce travail d'identification précise (Source : Utopia 56)